

Classement de l'article | 26 mai 2011 | L'Express Ottawa | Jonathan Perron-Clow
jonathan.perron-clow@transcontinental.ca

Les Jeux franco-ontariens envahissent Ottawa

Samuel-Genest reçoit 530 étudiants et 160 bénévoles de partout en province

Les 18e Jeux franco-ontariens se sont déroulés lors de la longue fin de semaine du congé de la reine au collège catholique Samuel-Genest. Cette rencontre annuelle de la jeunesse franco-ontarienne était l'occasion de célébrer le talent des étudiants du secondaire tout en aidant à la formation de nouvelles amitiés.

Les Jeux agissent comme rassemblement annuel pour les étudiants de toutes les écoles francophones de la province. Au cours de l'événement, il y eu a des compétitions dans huit volets différents ainsi que des concerts et des ateliers donnés par des FrancoOntariens de marque.

Martin Cadieux, de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO), était étonné par le talent des jeunes cette année, surtout dans les volets des arts du cirque, de la musique et avec le projet de graffiti qui a été organisé par l'artiste Patrick Paquette. «C'était impressionnant de voir les numéros que les volets ont réussi à produire», a-t-il indiqué à ce propos.

La fin de semaine a aussi donné la chance d'élire le nouveau conseil exécutif et représentatif pour la FESFO, qui représente les 25 000 étudiants inscrits aux écoles secondaires francophones de la province. De ces nominations, Danyka Ouellet, de Mattawa, a été élue présidente. Elle soutient vouloir «représenter (les jeunes) de façon positive partout en province et au pays.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 mai 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI

NOUVELLE ÉCOLE FRANCOPHONE

Inauguration de l'école secondaire catholique Pierre-Savard La population francophone poursuit sa ruée vers l'ouest d'Ottawa, et les conseils scolaires de langue française n'ont d'autre choix que d'emboîter le pas. La toute première école secondaire franco-ontarienne du secteur Barrhaven a été inaugurée, hier après-midi, plus récente étape du boom scolaire que connaît ce secteur.



ETIENNE RANGER, LeDroit

La directrice de l'école secondaire catholique Pierre-Savard, Rosario Vidosa, le directeur de l'éducation du CECCE, Bernard Roy, Susan W. Savard, et la présidente du CECCE, Diane Doré

L'École secondaire catholique Pierre-Savard se greffe à un réseau de quatre écoles élémentaires catholiques ainsi qu'à une école élémentaire publique de langue française construites au cours des dernières années dans le secteur Barrhaven, située au sud-ouest d'Ottawa, à l'extérieur de la ceinture de verdure.

L'établissement, créé à la suite de la construction d'un ajout à l'école élémentaire Jean-Robert Gauthier occupe aujourd'hui tout l'édifice du 1110, promenade Longfields, l'école primaire ayant déménagé dans un autre édifice situé tout près.

« L'ouverture de cette école vient renforcer l'évidence qu'une communauté francophone dynamique et solide est présente dans ce secteur de la ville et qu'elle est là pour y rester », a déclaré la présidente du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), Diane Doré.

Si elle a été officiellement inaugurée hier, l'école Pierre-Savard, jusqu'à récemment connue comme l'école secondaire de Barrhaven, a commencé à accueillir ses premiers élèves dès 2009.

Le CECCE procède à l'ouverture progressive de l'école, de sorte que jusqu'à présent, seuls des élèves de 7e et 8e années ont fréquenté la maison d'enseignement. L'an prochain, ce sera au tour des élèves de 9e, et ainsi de suite. D'ici quatre ans, l'école offrira donc à Barrhaven une formation secondaire complète, en français.

Près de 350 élèves fréquentent actuellement l'établissement d'enseignement, et la population étudiante devrait passer à près de 475 en septembre. L'école Pierre-Savard aura à terme une capacité avoisinant les 1300 élèves.

Pour la direction du CECCE, la consécration d'une école secondaire en l'honneur de l'historien ottavien Pierre Savard, décédé en 1998, tombait sous le sens. « Il a non seulement oeuvré dans le milieu de l'éducation pendant 37 années — dont 26 à l'Université d'Ottawa —, mais il était en plus un

grand ambassadeur de la francophonie, a dit Mme Doré. Il ne ménageait pas les efforts pour faire avancer la cause canadienne-française. »

Pierre Savard a enseigné l'histoire, plus particulièrement l'histoire socioculturelle et religieuse du Canada français à l'Université d'Ottawa, en plus d'être tour à tour directeur du Département d'histoire et du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'établissement, de 1973 à 1985.

Son épouse, Susan W. Savard, présente à la cérémonie d'hier, tout comme leurs deux fils, a rappelé les très nombreux honneurs qu'a reçus Pierre Savard au cours de sa prolifique carrière. Elle s'est dite profondément touchée par l'édification d'une école au nom de son mari.

« Peut-être qu'un jour, des finissants de l'école secondaire Pierre-Savard intéressés par l'histoire passeront devant la Maison Pierre-Savard du Département d'histoire de l'Université, et recevront la Bourse Pierre-Savard », a-t-elle exposé. Mme Savard a fait don à la bibliothèque de l'école de 28 ouvrages qu'a écrits, coécrit ou dirigé l'illustre historien au cours de sa carrière.



L'Ouest d'Ottawa compte désormais quatre écoles secondaires, les catholiques Franco-Cité, Franco-Ouest et Pierre-Savard, et l'école secondaire publique Omer-Deslauriers. Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario compte ouvrir un nouvel établissement secondaire dans Kanata-Nord d'ici 2015.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 26 mai 2011 | L'Express Ottawa | Bryan Michaud
bryan.michaud@transcontinental.ca • twitter@bryanmichaud

Nouvelle équipe de football à Garneau

Après 23 ans d'absence, le football fait un retour à l'école secondaire catholique Garneau.



Afin de se préparer en vue de la prochaine saison de la ligue interscolaire Varsity tiers 2, l'établissement d'enseignement a mis sur pied un camp d'entraînement printanier qui s'est mis en branle il y a quelques semaines afin de tester les habilités des 53 jeunes footballeurs en herbe qui s'y sont inscrits.

«On a sollicité les jeunes, dit le directeur de l'école Garneau, Jason Dupuis, lui-même un diplômé de Garneau. On avait environ 70 élèves qui étaient intéressés lors de la première rencontre. On a décidé de faire un camp printanier, un camp sans contact.»

Pour sa première saison, Garneau comptera sur l'enseignant Daniel Legros pour diriger sa formation. Le coordonnateur défensif sera Hans Schryburt et celui de l'offensive, Alex Boily. Jean Merizzi, André Clermont, Maxime Normand, Brian Gagné et Hugo Guérin feront également partie du personnel d'entraîneurs.

Après les vacances d'été, l'école Garneau tiendra des essais dès la rentrée scolaire afin de préparer sa formation pour le coup d'envoi de la saison, qui devrait avoir lieu vers la troisième semaine de septembre.

Pour relancer son équipe de football, l'établissement scolaire a dû défrayer 20 000\$ pour les coûts d'équipement. «C'est sûr qu'à long terme, ça va être autofinancé par les élèves, souligne M. Dupuis. Il va y avoir une cotisation et l'équipement peut durer quatre à cinq ans. On va pouvoir renouveler tranquillement pas vite.»

Deuxième équipe francophone à Ottawa

L'école secondaire catholique Garneau sera seulement la deuxième équipe scolaire francophone de football à Ottawa. Pour le moment, seule l'école secondaire catholique Franco-Cité possède sa formation de football.

«Le football est de plus en plus populaire auprès de nos jeunes, ajoute M. Dupuis. On a vu un très grand essor au Québec, à Montréal

à et Gatineau grâce au succès des Alouettes, du Rouge et Or de l'Université Laval et des Gee Gee's de l'Université d'Ottawa. Jouer au football, c'est valorisant pour ces jeunes-là.»

Par contre, l'engouement des francophones du Québec envers le football ne s'est pas encore totalement transmis du côté ottavien. S'étant engagé pour un minimum de trois ans dans son aventure football, les dirigeants de Garneau croient que l'arrivée d'une équipe professionnelle à Ottawa pourrait contribuer à intéresser davantage les francophones à ce sport.

Pour implanter l'équipe, la direction de Garneau a communiqué régulièrement avec les responsables du programme de Franco-Cité afin de partir du bon pied. Cette dernière a d'ailleurs été l'inspiration des instigateurs du projet à Garneau. «On a vu que les francophones peuvent vivre un succès au football», croit M. Dupuis.

Les administrateurs de l'école Garneau croient que l'arrivée du football augmentera l'appartenance des étudiants envers leur établissement scolaire et donnera une raison de plus à ses joueurs de rester sur le droit chemin.

«Je mise sur deux choses, dit M. Dupuis. Le comportement et que les travaux soient faits. Si un élève fait son travail, qu'il travaille très fort. (...) Si tu ne fais pas ça, tu tombes en approbation académique. Ces élèves n'ont pas accès aux activités parascolaires jusqu'au moment où le travail est fait.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 26 mai 2011 | L'Express Ottawa

Les Petites chroniques reviennent avec l'histoire en toile de fond

Deux élèves de l'école secondaire De La Salle et l'une de Béatrice-Desloges verront leur texte publié dans le collectif d'élève Petites chroniques de notre histoire, un recueil qui a été conçu dans le cadre du concours littéraire Mordus des mots des Éditions David.

Ainsi, Michelle Lafleur, Émilie Bruneau ainsi qu'Émilie de Haas ont toutes trois été choisies à même une centaine de textes qui ont été donnés pour les fins du concours qui s'adresse aux élèves de 11e et 12e année des écoles secondaires franco-ontariennes de la province. En tout, une trentaine d'oeuvres seront publiées à l'image de l'an dernier, alors que l'univers du roman policier agissait à titre de fil conducteur.

« À chaque année, on a un thème différent, fait observer Véronique Lavoie Marcus des Éditions David. La première année, c'était la nouvelle policière et cette année, ce sont des récits historiques. »

Que ce soit à travers le Grand Dérangement, la légende de Jos Montferrand ou encore de l'opposition des FrancoOntariens au Règlement 17, les élèves participants ont su passer l'histoire du Canada en revue à travers leur récit.

« On a été surpris parce que l'an passé, il y avait moins de textes, constate Mme Lavoie Marcus. Les jeunes ont bien couvert la francophonie canadienne et 300 ans d'histoire », indique-t-elle en faisant référence à la panoplie de sujets et de la diversité géographique de ceux-ci.

Une quarantaine d'écoles ont participé à cet exercice de la langue. Pour ce faire, les élèves devaient écrire des textes entre 1000 et 1500 mots sur la thématique de l'histoire.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 26 mai 2011 | L'Express Ottawa

Des vidéos pour développer des relations positives



Dans le cadre de la création d'une trousse éducative destinée aux écoles de langue française.

des étudiants de l'école secondaire publique De La Salle ont participé le 18 mai à un tournage de vidéos éducations intitulées Le but de cette initiative est de donner aux jeunes des outils pour les aider à aborder et à résoudre les problèmes liés à la pression des camarades, le stress à l'école, l'abus de substances, les conflits interpersonnels et les relations amoureuses. Ce projet se veut une façon de préconiser le développement de valeurs positives.

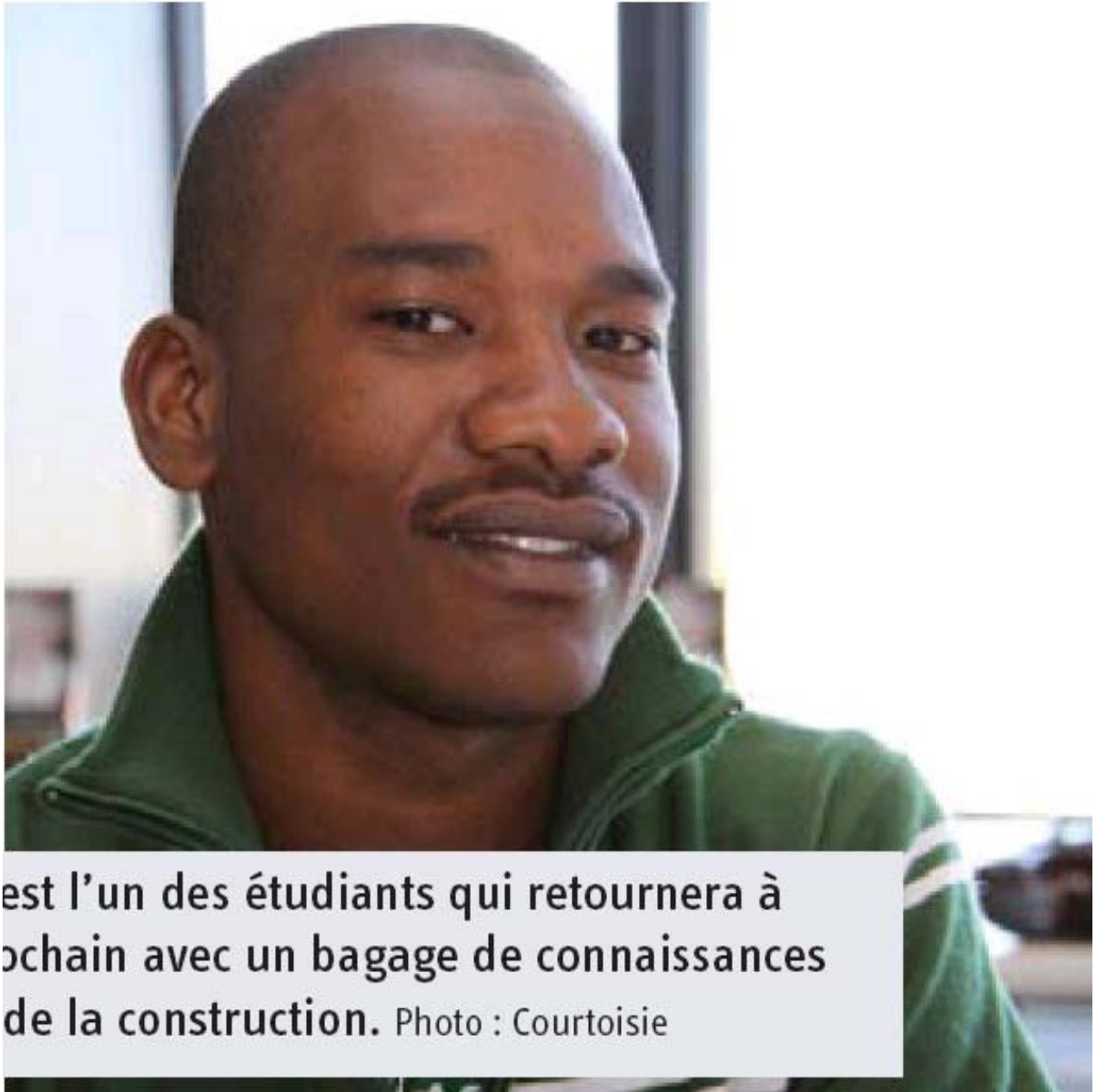
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 26 mai 2011 | *L'Express Ottawa* | *Karine Régimbald*
karine.regimbald@transcontinental.ca

Un projet humanitaire pour de futurs agents de changement

Trente-neuf Haïtiens apprennent les secrets de la construction au Centre des métiers Minto

Depuis le mois de février dernier, une cohorte d'élèves haïtiens suit une formation au Centre des métiers Minto afin de venir chercher les compétences nécessaires à la reconstruction de leur pays qui a été dévasté à la suite d'un tremblement de terre le 12 janvier 2010.



est l'un des étudiants qui retournera à
prochain avec un bagage de connaissances
de la construction. Photo : Courtoisie

Photo : Courtoisie

Ces 39 jeunes remplis d'espoir face à l'avenir ont littéralement bravé le froid de l'hiver canadien en vue d'apporter un changement constructif à leur pays d'origine. Ainsi, depuis quelques mois déjà, ils étudient de façon intensive dans le cadre du projet Haïti, coordonné par La Cité collégiale.

Le coordonnateur des programmes de construction au centre des métiers Minto, Guy Grimard, a créé un programme de formation pour enrichir les connaissances des Haïtiens en vue qu'ils deviennent de véritables agents de changement.

« J'ai mis en oeuvre un programme de formation pour les jeunes haïtiens. On a mis l'accent sur le côté pratique plutôt que sur celui théorique », explique M. Grimard, lui qui n'en est pas à ses premiers projets du genre.

« Ce n'est pas la première fois, fait-il remarquer en parlant de son implication dans des projets du genre. J'ai déjà fait des missions en Côte d'Ivoire. Pour moi, c'est quelque chose que je connais déjà. Je n'en avais pas fait pour Haïti, donc c'est une nouvelle expérience », souligne-t-il à l'approche de son départ pour l'île des Caraïbes.

L'aide fournie se fait en deux volets, explique M. Grimard. « C'est d'une part les standards nord-américains à cause de l'aide internationale et il faut les habilitier pour comprendre l'ossature du bois et la mise en oeuvre de travaux de réparation pour l'organisation là-bas », note-t-il en précisant que le tout se fait en fonction de leurs besoins.

Plomberie, maçonnerie et électricité sont, entre autres, des secteurs d'activités vers lesquelles leur apprentissage est tourné. « Ces travaux leur permettront d'effectuer les travaux de reconstruction là-bas », soutient celui qui enseigne dans le domaine de la construction depuis une vingtaine d'années.

À la mi-juin, ces jeunes retourneront chez eux en compagnie de quatre enseignants qui les soutiendront dans la complétion de leur formation en construction. M. Grimard fera partie de ces gens qui iront prêter mains fortes aux Haïtiens dans des centres de formation pour de cette façon contribuer à sa manière à l'édification d'un pays vivement éprouvé par le séisme.

Le 1er juin prochain, le Centre des métiers Minto accueillera le public pour faire la rencontre de ces jeunes, à compter de 10h30. Un encan silencieux se tiendra pour vendre les remises à jardin construites par les jeunes haïtiens. L'argent amassé sera réinvesti dans la reconstruction de leur pays.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 mai 2011 | Le Droit

Bob Rae nommé chef intérimaire

Même s'il prend la tête d'un parti durement éprouvé à la dernière élection fédérale, le Torontois Bob Rae se dit confiant que le Parti libéral du Canada (PLC), qui l'a élu chef intérimaire hier, a un avenir prometteur devant lui.



La Presse Canadienne

Le caucus du PLC a choisi Bob Rae comme chef intérimaire, hier, le préférant à son seul adversaire, l'ex-astronaute québécois Marc Garneau.

Ancien premier ministre néodémocrate de l'Ontario, M. Rae a été choisi par ses collègues députés et sénateurs, réunis en caucus hier matin, pour mener le parti vers sa reconstruction. Cette décision a été

immédiatement approuvée par l'exécutif national du parti.

Et dès son premier point de presse en tant que leader intérimaire, Bob Rae a lui-même reconnu que ce ne serait pas une tâche facile. Mais ça en est une que les libéraux peuvent accomplir, a-t-il assuré.

« On a du travail à faire. Nous avons reçu un message très direct de la part des Canadiens pendant la dernière élection », a-t-il tranché, en soutenant cependant qu'il connaissait les défis en politique, lui qui en était à sa troisième tentative pour obtenir le leadership du PLC.

« J'ai l'avantage dans ma carrière politique [...] je connais la victoire et je connais aussi la défaite. Et ce n'est pas facile, mais il y a du travail à faire », a-t-il estimé.

Une défaite historique

Les libéraux ont encaissé une défaite historique, au scrutin fédéral du 2 mai dernier, en ne conservant que 34 des 77 sièges qu'ils comptaient avant le déclenchement de l'élection. Le chef sortant Michael Ignatieff, qui a lui-même perdu sa circonscription, avait annoncé son intention de quitter la direction du parti dès le 3 mai au matin.

Premier objectif du nouveau chef intérimaire : le Parti libéral doit devenir davantage un « mouvement » qui défendra les valeurs et préoccupations des Canadiens. Ce qui permettra au parti, selon lui, de rassembler les partisans et notamment, peut-être, d'éviter de trop souffrir du projet des conservateurs majoritaires de Stephen Harper d'abolir le financement public des partis politiques, tel qu'annoncé hier.

Et outre les priorités générales des libéraux, Bob Rae veut aussi sur le plan personnel plancher à défendre le système de soins de santé public du pays ainsi que les droits des autochtones canadiens. Le chef intérimaire veut par ailleurs oeuvrer à assurer l'unité du Canada.

« Nous voyons toutes sortes de changements d'opinion et de mouvements différents dans la province de Québec, et nous devons rester très forts comme Canadiens et comme libéraux à ce sujet », a-t-il argué, à peine nommé chef intérimaire. M. Rae avait annoncé son intention de se lancer dans la course à quelques jours du moment de vérité, la semaine dernière. Son seul adversaire était l'ancien astronaute québécois Marc Garneau, qui s'était lui aussi proposé pour mener le parti vers la reconstruction.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

26 mai 2011 | Le Droit

Les défis de Bob Rae

Le Parti libéral du Canada a fait un choix logique en jetant son dévolu sur Bob Rae comme chef intérimaire. L'ancien premier ministre de l'Ontario dispose d'environ deux ans pour amorcer la reconstruction d'un parti décimé par la pire défaite de son histoire. Homme d'expérience, M. Rae doit maintenant convier ses troupes à un véritable examen de conscience s'il espère ressusciter le grand parti canadien de jadis.



Pour la première fois depuis la courte victoire de Paul Martin en 2004, le pays ne vit pas sous la menace constante d'une nouvelle élection. Si la retentissante défaite de Michael Ignatieff a quelque chose de bénéfique pour les libéraux, c'est bien ce délai de quatre ans qui leur permet d'organiser de véritables consultations auprès de leur base militante. D'ici à l'investiture d'un nouveau chef, Bob Rae dispose du temps nécessaire pour amorcer une démarche plus profonde, plus réfléchie que la simple rédaction d'un programme électoral. Il ne s'agit pas simplement de panser des plaies, mais de viser la

guérison.

L'enjeu pour les libéraux est de bien comprendre les raisons de leur déclin et de renouveler leur message, surtout auprès des jeunes. Il ne leur suffit plus de se définir comme le parti « naturel » des Canadiens en référence aux grandes réalisations du passé. Les gens qui votent de manière presque héréditaire pour les libéraux – de père en fils, de mère en fille – ont vieilli. Les plus jeunes électeurs ne connaissent rien d'autre des libéraux que le scandale des commandites et la commission Gomery. Les groupes ethniques ne votent plus automatiquement pour les libéraux comme ce fut le cas pendant longtemps.

Tout le défi de Bob Rae est donc là. Les libéraux doivent se demander comment ils peuvent recruter de nouveaux militants et de nouveaux électeurs. Contrairement au Parti québécois et au Bloc québécois, le PLC a négligé de faire la promotion de ses valeurs auprès des jeunes et il en paie le prix aujourd'hui. Les libéraux doivent retourner à la case départ et agir un peu comme s'ils voulaient former un nouveau parti politique.

Dans cette optique, le PLC a fait un choix logique en retenant la candidature de Bob Rae comme chef intérimaire. L'homme a plus d'expérience et davantage de qualités de rassembleur que le terne député de Westmount-Ville-Marie, Marc Garneau, également sur les rangs pour assurer l'intérim. Pour relancer leur parti, les libéraux devront notamment interpréter le message livré par l'électorat le 2 mai dernier. La montée du NPD illustre un désir de changement chez les électeurs canadiens. Le défi des libéraux – comme celui des autres partis – sera de saisir au mieux cette humeur particulière de l'électorat. Bob Rae doit y repérer les valeurs capables de rassembler à nouveau une vaste coalition d'électeurs sous la bannière libérale. Il s'agit d'un vaste défi dans un Canada toujours en proie à des régionalismes bien campés dans l'ouest du pays et au Québec.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

NEWS OTTAWA & REGION

Province failing to fund full-day kindergarten 1

By [Jamie Long](#), *Ottawa Sun*

FIRST POSTED: WEDNESDAY, MAY 25, 2011 5:40:09 EDT PM

3Share

If the province wants full-day kindergarten to fly, it better keep its promise and fund every last penny of the program, says Ottawa-Carleton District school board trustee Pam Fitzgerald.

So far they haven't, so the west Ottawa trustee wants to amend the \$780-million draft budget to remove more than \$500,000 of board funding for four new full-time kindergarten teachers and four new early childhood educators next year.

She will bring this up with other trustees at Thursday night's budget committee meeting.

"We made an exception last year. We made it very clear that it was an exception for one year only because the program was new," said Fitzgerald, who was upset the board had to fund two workers at each position this school year.

"If we're paying for early childhood educators, it means we have to take it out of other places in our budget," she added.

Removing that funding, plus a \$2.5 million saving for transportation, would allow the board to focus on easing its long special needs assessment wait list, Fitzgerald said.

The growing number of students with autism has created a backlog of students in need of psychological analysis, according to the elementary teachers' union, and many teachers don't even bother sending students for an assessment.

"They know. They all tell me they know they're not going to get an assessment," said Fitzgerald.

She wants to spend more than \$1-million total on four learning-disabled language classes and four junior learning-disabled classes.

Fitzgerald also wants the board to hire a psychologist for one year only to help bring down the year-long wait times.

East Ottawa trustee John Shea doesn't support Fitzgerald's amendments, but does agree the province needs to step to the plate and deliver.

"They should be funding every penny of it so that trustees don't have to divert resources from existing core programs," he said.

Article rank | 26 May 2011 | Ottawa Citizen | By matthew pearson

School board appoints new director of education

Jennifer Adams to lead system

Jennifer Adams's first memory of school offers a telling glimpse of what she has become.

As a toddler, she faced a great injustice on the day her older brother was sent off to school for the first time. "I remember crying because I couldn't go to kindergarten and he was crying because he had to go," Adams recalled Wednesday. She's not crying anymore. After a long career in schools — as a teacher, principal and superintendent — Adams has been named the Ottawa-Carleton District School Board's new director of education.

She begins her five-year term as the board's senior bureaucrat July 1, taking over from Barrie Hammond, who retires in June.

The promotion to director arguably makes Adams the most powerful educator in the city, responsible for more than 70,000 students in 150 schools and a budget of nearly \$1 billion.

Adams' appointment Wednesday was celebrated by staff and trustees alike. It comes almost a year after the former director Lyall Thompson abruptly quit, two years into a five-year term.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 26 May 2011 | Ottawa Citizen | By matthew Pearson mpearson@ottawacitizen.com

Don't use reserves to hire new staff, trustee says

Fisher wants provincial funding to pay for additional teachers

The Ottawa-Carleton District School Board should not use money from its reserves to hire new staff next year if it can't afford to pay them in future years, warns trustee Mark Fisher.

The south Ottawa trustee said the OCDSB should, instead, manage its staffing costs using the funds supplied by the province until such time as a long-standing grievance over its salary grid is resolved.

The OCDSB is in the midst of budget deliberations. The chief financial officer has tabled a \$780.3-million budget for 2011-2012 that recommends no cuts and includes plans to add more than 90 new positions.

To accomplish that, trustees are being asked to approve spending \$6.9 million of the accumulated surplus to reverse previous staff cuts, spend more on transportation and pay for specific, one-year expenditures, including about \$500,000 to add four full-day kindergarten classes over and above the number funded by the province.

Fisher is proposing a budget amendment that would prevent spending money from the reserves on new staff if the positions aren't fully funded by the province and the costs can't be managed by the OCDSB from within existing operating budgets.

"I don't think you should be hiring people above and beyond the funding you get knowing that you're exacerbating an ongoing problem."

The OCDSB pays teachers more money than it receives from the province to cover salaries. Ottawa isn't the only board in the same predicament, but the problem seems to be worse here because a previous board thought paying higher salaries might act as an incentive to attract French Immersion teachers.

Today, an elementary school teacher in Ottawa with some classroom experience gets a starting salary of \$46,204, while a similar teacher would be paid \$43,520 by the Toronto District School Board and \$42,340 by the Ottawa Catholic School Board, according to figures supplied by the OCDSB.

Fisher doesn't want trustees to save all the money in reserves for a rainy day. He'd like them to spend up to \$3.5 million on one-time expenses, such as replacing or renewing schoolyard play structures, increasing school budgets and buying more library books and musical instruments.

"It's a very practical investment, it's what you should be using a surplus for," he said.

Meanwhile, trustee Pam FitzGerald is proposing some budget amendments of her own. The trustee for the municipal College ward wants to reduce transportation spending by \$2.5 million and cut the four additional full-day kindergarten classes the board is proposing.

FitzGerald said the board is paying more money, but getting poorer quality transportation services from the Ottawa Student Transportation Authority, a consortium run jointly by the public and Catholic boards.

As for the extra full-day kindergarten classes, FitzGerald said the board should not pay for a program the province promised to fully fund.

Instead, she's asking trustees to increase spending on psychological support services to cut down the number of students waiting for assessments and add eight more specialized classes for students with language and learning disabilities.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 26 May 2011 | Ottawa Citizen | By Don Butler

Ontario still must improve services in French, commissioner says 1

Province broke law in 2009 during H1N1 pandemic

The Ontario government has markedly improved its communications in French since it violated the law by distributing an English-only leaflet on the H1N1 pandemic to all households in 2009.

But there's still room for improvement, the province's French-language services commissioner said in a report released Wednesday.

The decision to distribute the English-only brochure was a clear violation of the French Language Services Act. Premier Dalton McGuinty quickly apologized and a new bilingual pamphlet was distributed two months later.

The incident prompted commissioner François Boileau to launch an investigation to determine "how such a fiasco could have occurred," the report says. "For the commissioner, it was inconceivable that a flyer sent to every household in Ontario would not be bilingual."

The investigation revealed that provincial public servants and ministerial staff were "profoundly ignorant" of the act's provisions and knew little about Ontario's 582,000 francophones, who make up nearly five per cent of the province's population.

The report says the unilingual brochure confirmed beyond any doubt that existing non-mandatory guidelines for communicating in French were ineffective.

On Boileau's recommendation, the government issued a directive last May making the use of French mandatory in all communications by ministries and agencies.

The report applauds the government for acting swiftly. But rather than "declare victory" and publish his report then, the commissioner continued his investigation to monitor the directive's actual implementation.

The adoption of the directive "represents a big step forward for the integration of French-language services into the government communications planning process," the report says.

But the commissioner's office has continued to receive "many complaints" about the lack of service in French on government websites and elsewhere. In the past year alone, it has received about 20 such complaints.

The report says more than 10 websites of the Ministry of Health and Long-Term Care, its agencies and Local Health Integration Networks (LHINs) still don't provide French versions that are equivalent to their English ones.

"It's embarrassing. All Internet materials must be posted in both languages simultaneously. No ifs, and or buts," the report says. "No delays are allowed on the grounds that the document is in translation or the situation is urgent. If the situation is urgent, it is urgent for everyone, including Franco-Ontarians."

To improve compliance, the report recommends that the directive be strengthened by replacing the word "should" with "must" or "have to" in its guidelines section.



It also recommends that all governmental social media communications "must, without fail, be carried out in both languages simultaneously."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 26 May 2011 | Ottawa Citizen | By *andrew duffy*

Synagogue bombing suspect seeks delay in extradition ruling

Diab lawyer wants to enter evidence from handwriting experts

The lawyer for a former University of Ottawa professor, who France wants to put on trial for a 1980 terrorist bombing, has asked a judge to delay the extradition case so that new evidence can be introduced.



Mike CarroCCetto, the ottawa Citizen

donald Bayne, left, lawyer for Hassan diab, right, has asked to enter new evidence from french handwriting experts that raises questions about the methodology used by an expert

in the crown's case.

Defence lawyer Donald Bayne said he has found several French experts who will testify that key handwriting evidence against Ottawa's Hassan Diab is completely unreliable.

Justice Robert Maranger was scheduled to give a decision in the two-year-old extradition case on June 6.

But Bayne asked him to suspend that judgment so that the new evidence can be finalized, then presented to court.

"This is the only opportunity for the defendant to seek to adduce this evidence," Bayne argued, noting that the French government has repeatedly added evidence to the Crown's case during the extradition process.

Diab, 57, a Lebanese-born Canadian, faces murder and attempted-murder charges in France for his alleged role in the bombing of a Parisian synagogue on Oct. 3, 1980.

He has repeatedly insisted that French authorities have the wrong man and that he is the victim of mistaken identity.

Diab's extradition case hinges on the evidence of a French forensic handwriting expert, Anne Bisotti, who found similarities between five words written in a Paris hotel registration book shortly before the bombing and samples of Diab's writing.

As part of his defence, Diab has already presented three expert witnesses, from Canada, the U.S. and the United Kingdom, all of whom sharply criticized the Bisotti report.

Bayne now wants to introduce several French experts who will speak to the methodology Bisotti employed. He also wants to use the experts to establish that the French legal system will not allow Diab to effectively dispute the Bisotti report in court.

Crown prosecutor Claude LeFrançois told Maranger that he does not have the legal jurisdiction to consider whether Diab will receive a fair trial in France, "a firstworld country in Western Europe."

LeFrançois suggested that such an approach would render already complicated extradition hearings a "nightmare" and would require judges to assess perceived judicial failings in countries such as Mexico. "It would lead to absurdity," he said.

What's more, LeFrançois said, Diab has already called expert witnesses to dispute the Bisotti report and could have called more during the lengthy extradition hearing that concluded in March.

Crown prosecutors allege that Diab was a member of the Popular Front for the Liberation of Palestine when he helped to arrange the synagogue bombing, which killed four people and injured more than 40.

Judge Maranger is to deliver a decision on the defence application Thursday morning.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.